

Journal de la CGT du Ministère des Armées et des Sociétés et Établissements Fédérés à la FNTE  
pour les fonctionnaires, contractuels et ouvriers de l'état, salariés en convention collective et retraités

# PPND

PÔLE  
PUBLIC  
NATIONAL  
DE DÉFENSE

DÉFENSE  
SOVERAINETÉ  
INDÉPENDANCE

"LA PAIX EST LA VERTU DES FORTS" SIMONE WEIL

## ■ Édito

Les conflits se multiplient dans le monde et aujourd'hui ils sont en Europe. Cette phrase nous l'avons trop entendue et nous travaillons au quotidien pour faire en sorte qu'à l'avenir elle disparaisse au profit d'une Paix juste et durable. Évidemment la CGT prend toute sa part dans ce travail en militant au quotidien pour plus de progrès social. Mais est-ce que tous les "acteurs" jouent leur rôle ?



Pour répondre à cette interrogation, deux chiffres : 413 et 800. Ce sont en milliards d'euros le montant pour le premier de la Loi de Programmation Militaire et pour le second celui du plan européen Rarm-UE.

Restons dans les mathématiques avec une équation :

conflit = besoin = commerce = profit

Les conflits créent des besoins qui justifient le commerce des armes et multiplient les profits !

Il semble presque évident que ces milliards associés aux conflits attirent les appétits capitalistes ! Un milliard en billet de 100€ c'est une pile de 1 km, ils ont le trajet Cherbourg Toulon en billet de 100€ à se partager ! Alors si personne ne les contraint, qui peut imaginer qu'ils vont travailler à faire baisser ce budget ?

Dans un contexte d'austérité, il faut faire admettre que chacun doit faire un effort pour servir l'effort de guerre. Un outil : l'information. D'abord l'Etat a pris soin d'alerter les ARS sur les futurs accueils des blessés ensuite il a préparé les esprits à l'école avec l'éducation à la défense et les médias alimentent les peurs en ciblant l'information.

Dans le même temps, alors que l'ennemi venu de l'est menace, le ministère s'active à fermer les Hôpitaux Inter Armées et à vider les Service de Santé des Armées de leurs personnels. La France, via Eurenco participe à une nouvelle unité de production de "boîtiers modulaires" non pas à Sorgues ou Bergerac mais en Pologne. Il y a des stratégies qui sont difficilement compréhensibles. Pourtant une solution existe : le Pôle Public National de Défense. Le PPND permettrait de redonner à l'Etat son rôle de stratège et de décideur mais surtout d'offrir une transparence des décisions par un contrôle démocratique. Garant de la sécurité du pays il mettra en œuvre une politique d'indépendance et de souveraineté vis à vis de potentielles agressions extérieures. Garant de la sécurité des populations il mettra en œuvre une politique qui donnera les moyens de surveiller, de secourir, de soigner.

Le PPND n'est sûrement pas LA solution pour une Paix juste et durable mais il en est assurément un outil déterminant.

Vincent HUREL

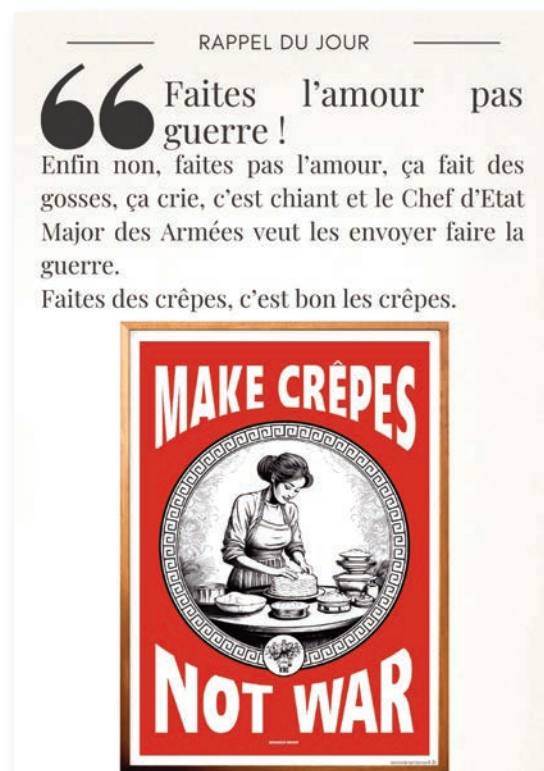
## ■ Sommaire

**Page 2 :** Édito

**Page 3 :** - Industrie de l'armement et conflits armés : quelques chiffres

**Pages 4, 5 :** Dossier  
- Le Pôle public National de Défense (PPND)

**Pages 6, 7 :** Dossier - suite  
- 4D  
- Quelle politique de défense en matière européenne ?  
- Pour aller plus loin - conseils lecture



0€50

**Le Travailleur de l'État**

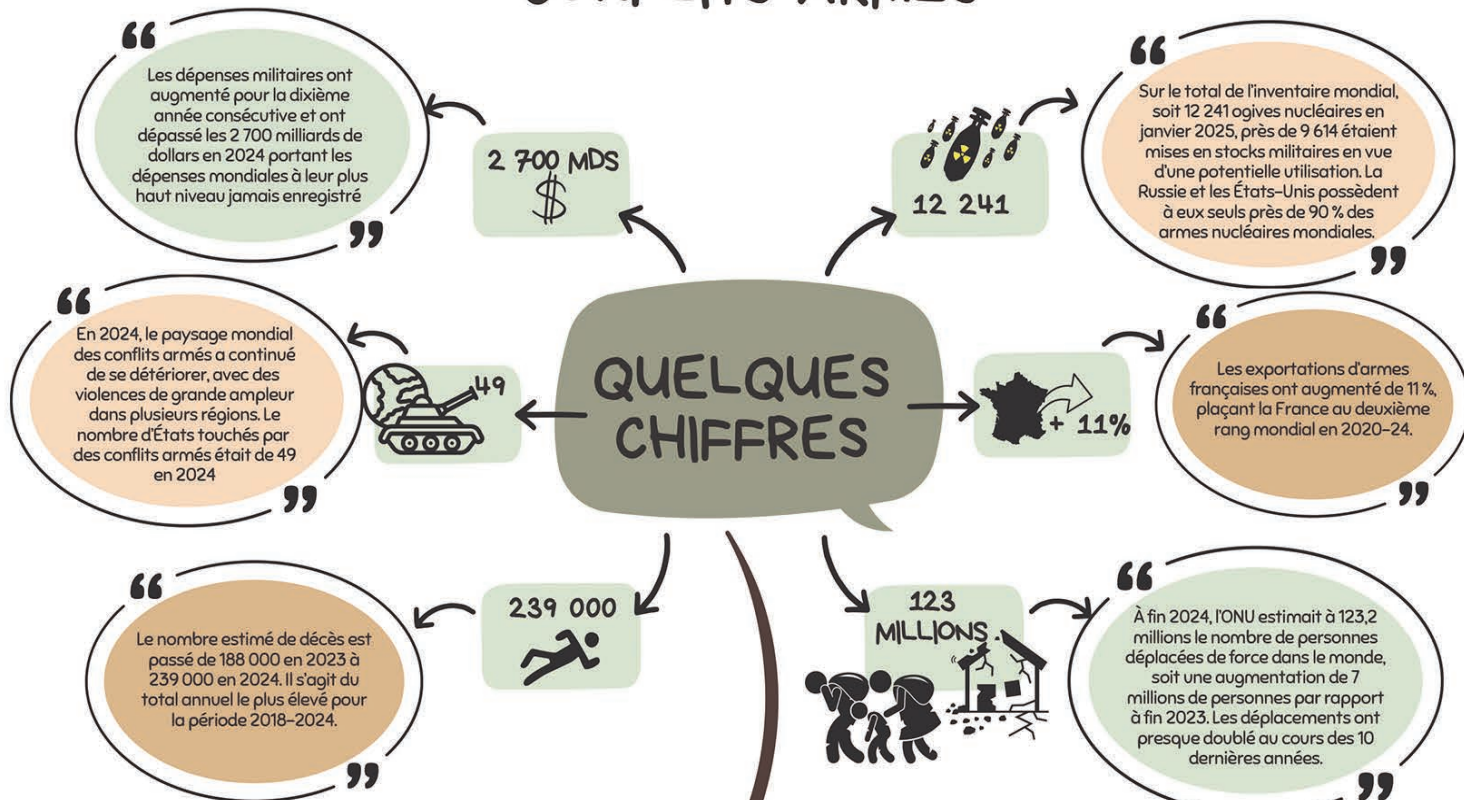
Responsable de la publication : Emmanuelle Le Corre  
263 rue de Paris, case 541 - 93515 Montreuil CEDEX  
trav-etats@cgt.fr

N° CPPAP : 0326 S 06424



Imprimé et routé par Rivet Presse Edition  
87000 Limoges

# INDUSTRIE DE L'ARMEMENT ET CONFLITS ARMÉS



**AGIR**  
**POUR PROTÉGER LES ENFANTS**  
**AFFECTÉS PAR LES CONFLITS**

## LES 6 VIOLATIONS GRAVES DES DROITS DES ENFANTS EN TEMPS DE CONFLIT ARMÉ :

- recrutement et utilisation d'enfant par des forces ou groupes armés ;
- meurtres et mutilations d'enfants ;
- viols et autres formes de violence sexuelle commise contre des enfants, notamment les filles ;
- attaques d'écoles et/ou d'hôpitaux ;
- enlèvements d'enfants ;
- déni d'accès d'aide humanitaire.

**“**

Les enfants sont les premières victimes de conflits. D'après l'UNICEF, plus de 230 millions d'enfants (soit près d'un enfant sur dix dans le monde) vivent dans des pays ou des zones qui connaissent des conflits armés. 125 millions d'entre eux sont directement affectés par les combats dans le monde. L'ONU a vérifié 266 000 cas de violations graves à l'encontre d'enfants dans plus de 30 situations de conflit depuis l'instauration du mécanisme de suivi en 2005.

**”**

## ■ Dossier

# Le Pôle public National de Défense (PPND)

L'histoire du mouvement ouvrier français et celle de la CGT témoignent de l'attachement et du combat mené par les travailleurs, le mouvement syndical de classe, contre toute entreprise visant à porter atteinte à l'indépendance nationale ainsi qu'à la paix.

Il s'agit d'un héritage profondément enraciné dans les sacrifices importants que des militants de la CGT, et au-delà, par la classe ouvrière dans sa diversité, ont consenti à ce combat, entraînant parfois la mort, la déportation, l'emprisonnement, la révocation et bien d'autres formes de répression. L'épopée de la résistance en témoigne.

Cela explique pourquoi la CGT n'a jamais dissocié le combat pour la paix, le désarmement et l'indépendance de la nécessité d'une défense nationale authentique.

Michel WARCHOLAK

### DÉFENSE :

**Quand 65% de l'armement part à l'export, la paix n'est plus la priorité, mais un dommage collatéral.**

Parce que ce devrait être la seule destination de notre arsenal militaire, assurer notre propre défense. Or actuellement, 65% de la production militaire Française est destinée à l'export. Les enjeux économiques générés par l'industrie de l'armement au niveau mondial n'ont jamais atteint une telle ampleur, et de fait, nous connaissons probablement aujourd'hui, (hors contexte des deux guerres mondiales) la plus grande prolifération de conflits armés de par le monde. Comment dissocier aujourd'hui les intérêts des grands groupes industriels de l'armement, du développement des conflits ? On peut même aller plus loin, quels seraient les intérêts de ces grands groupes à un retour à la paix ? C'est pourquoi, la FNTE porte depuis de nombreuses années la revendication de la création d'un Pôle Public National de Défense (PPND), qui contrôlerait de façon démocratique la destination de notre production militaire, car on ne peut pas conditionner la commercialisation des armes à la seule logique des marchés financiers. L'escalade et la surenchère dans la production d'armement n'amèneront jamais à la paix. L'Etat, donc le peuple, doit reprendre le contrôle de la production et de la destination de tout l'arsenal militaire Français.

### SOUVERAINETÉ :

**Sortir de l'OTAN pour se recentrer : transformer l'armement en outils de secours, pas en vecteurs de conflits.**

La souveraineté c'est la capacité d'un pays à prendre seul les décisions en matière de défense, c'est pourquoi la CGT revendique la sortie de la France de l'OTAN qui est sous forte domination Américaine. Le PPND doit être l'outil de la reconquête de notre souveraineté. Nous devons sortir de cette logique d'exportation à tout va qui contribue dangereusement à l'extension des conflits pour nous recentrer sur nos besoins réels, et au-delà, développer la diversification de matériels Militaire-Civils. Les possibilités pour

s'extraire de cette logique d'exportation sont nombreuses, que ce soit en matière de lutte contre les incendies, de secours aux populations dans le cadre d'événements climatiques extrêmes toujours plus nombreux et récurrents. Il faut redonner au Service de Santé des Armées les moyens de fonctionner, de se déployer sur des zones frappées par des catastrophes naturelles et ainsi venir en aide aux victimes. Les moyens financiers mis aujourd'hui dans le secteur de la défense doivent servir l'emploi et les populations plutôt que les dividendes des grands groupes industriels privés.

### PRINCIPAUX FOURNISSEURS ET DESTINATAIRES D'ARMEMENTS MAJEURS, 2020-24

| Fourni-<br>sseur | Part mondiale :<br>Exportations (%) | Destina-<br>taire | Part mondiale :<br>Importations (%) |
|------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------------------------|
| 1 États-Unis     | 43                                  | 1 Ukraine         | 8,8                                 |
| 2 France         | 9,6                                 | 2 Inde            | 8,3                                 |
| 3 Russie         | 7,8                                 | 3 Qatar           | 6,8                                 |
| 4 Chine          | 5,9                                 | 4 Arabie saoudite | 6,8                                 |
| 5 Allemagne      | 5,6                                 | 5 Pakistan        | 4,6                                 |
| 6 Italie         | 4,8                                 | 6 Japon           | 3,9                                 |
| 7 Royaume-Uni    | 3,6                                 | 7 Australie       | 3,5                                 |
| 8 Israël         | 3,1                                 | 8 Égypte          | 3,3                                 |
| 9 Espagne        | 3,0                                 | 9 États-Unis      | 3,1                                 |
| 10 Corée du Sud  | 2,2                                 | 10 Koweït         | 2,9                                 |

(Source : rapport SIPRI 2025)



Credit photo : Michael Bunel/SOLIDARITES INTERNATIONAL

## INDÉPENDANCE :

**L'équation mortifère : Rentabilité = Production d'armes = Développement des conflits. Le PPND est l'antidote.**

L'indépendance est un concept qui en son temps avait un sens, le temps où l'état Français avait la maîtrise d'œuvre, de la conception à la fabrication de l'intégralité de son matériel militaire. Cette indépendance est fortement mise à mal aujourd'hui. Sur les neufs grands groupes industriels qui composent le secteur de la défense, quatre sont des consortiums Européens, notamment dans le domaine des missiles qui intègrent même des composants Américains. Ces grands groupes alimentent le marché Français, mais pas seulement, et leur logique est évidemment commerciale. La création d'un PPND c'est mettre fin à cette équation mortifère. En 2017, avec l'arrivée d'Emmanuel Macron, la re-nomination du ministère de la Défense en ministère des Armées est regrettable. Changement qui peut paraître anecdotique mais qui est en fait lourd de sens. La CGT est particulièrement attachée à cette notion de

Défense car c'est notre vision de ce que devrait être la destination de notre matériel militaire, et non pas sa projection sur des théâtres d'opération pour des motifs plus que contestables.

Le secteur de la Défense Nationale englobe les grands groupes nationaux et internationaux (Thalès, Airbus, Naval Group, KNDS, Euroco...) ainsi que des milliers de PME. Il couvre toutes les activités (recherche, fabrication, maintenance). C'est ce que le ministère des Armées appelle la BITD (Base Industrielle et Technologique de la Défense) dont la DGA est le pivot. La BITD représente environ 200 000 salariés directs, impactant potentiellement près d'un million de personnes, avec des statuts juridiques et sociaux très variés.

L'application croissante de la logique du marché et de la concurrence à ce secteur stratégique s'oppose au postulat que les armes ne sont pas une marchandise et que leur fabrication et leur entretien devraient échapper aux impératifs de rentabilité financière et de profit. Ces pratiques mettent en péril l'autonomie stratégique

de la Nation et les savoir-faire existants.

Le Pôle Public National de Défense, lui, vise à rompre avec la spirale libérale et à réaffirmer la maîtrise publique tout en préservant les emplois et en réorientant les crédits vers les services publics.

Ses objectifs seraient multiples. Il s'agirait tout d'abord de fédérer les moyens d'études, d'essais, de fabrication et les compétences professionnelles. Ce modèle permettrait un partage équitable des coûts, notamment pour les PME sous-traitantes, soumises aux commandes militaires fluctuantes. Ensuite d'envisager un développement mixte en axant les activités non seulement sur les missions prioritaires de Défense, mais aussi sur le développement d'activités civiles (ferroviaire, naval, de santé...) pour répondre aux besoins d'intérêt public.

En définitif l'avenir de l'Industrie Nationale de Défense se joue entre une logique de rentabilité pure et une logique qui garantit la souveraineté tout en étant porteuse de progrès social.

## Dossier

### 4D

**Le PPND vise à reprendre le contrôle sur l'industrie de l'armement.**

**Les 4D : Défense, Développement, Diversification et Désarmement en sont les outils.**

L'objectif final étant de contrôler l'utilisation de l'argent public de manière, à terme, à réorienter les budgets militaires vers nos besoins sociaux cruciaux.

En fait, les 4D sont un mécanisme qui doit nous permettre de repenser l'industrie de défense de façon complète.

Il ne s'agit pas de faire l'impasse sur la mission régalienne que constitue la Défense, mais d'y ajouter trois dimensions :

- Le Développement afin de pérenniser l'emploi et les savoir-faire.
- La Diversification, pour stabiliser l'activité en répondant aussi aux besoins civils.
- Le Désarmement, qui se veut une finalité éthique tout en contribuant à la réorientation budgétaire.

L'acte de produire des armes doit être un acte souverain ce qui exclut de fait que cette industrie soit soumise à la loi du marché ou aux exigences des actionnaires. Pour cela, nous devons exiger une maîtrise

publique stricte pour garantir l'indépendance technologique face aux puissances étrangères et pour sécuriser notre chaîne de production. Le Pôle public est l'outil qui permet de sortir définitivement la stratégie de défense des logiques purement financières et boursières.

Le Développement, lui, relève de la dimension sociale. Dans l'industrie de défense, les salariés ont été les premières victimes des restructurations et des fusions. Comme cela a été le cas avec la disparition de la SNPE, du GIAT et de la DCAN. Ici la stratégie est inverse : il s'agit d'utiliser l'outil industriel comme un moteur social. Cela passe par la garantie de l'emploi, l'investissement massif dans la formation et la qualification, et la mutualisation des moyens techniques. C'est en faisant cela que nous pérennisons les savoir-faire du pays.

La Diversification, elle, est le « pont » entre l'activité militaire et les besoins civils et écologiques. Nos moyens de production de défense possèdent des compétences uniques : mécanique de haute précision, matériaux composites, ingénierie de pointe... Il convient de réorienter ces moyens vers l'intérêt

général : ferroviaire, santé, écologie, protection et sécurisation des populations. La diversification permet non seulement de stabiliser la charge de travail en évitant les cycles brutaux des commandes militaires, mais aussi de maximiser l'investissement public.

Enfin, le Désarmement inscrit l'industrie dans une perspective de paix et non de commerce. Il s'agit là d'un engagement très politique.

Un Pôle Public sous contrôle national doit garantir un contrôle éthique stricte sur les exportations. Plus important encore, c'est l'axe du désarmement, couplé au succès de la diversification, qui doit donner la légitimité et les moyens nécessaires afin de réduire à terme, l'effort militaire.

En termes clairs, cela doit nous permettre de transformer la défense en un tremplin vers la paix.

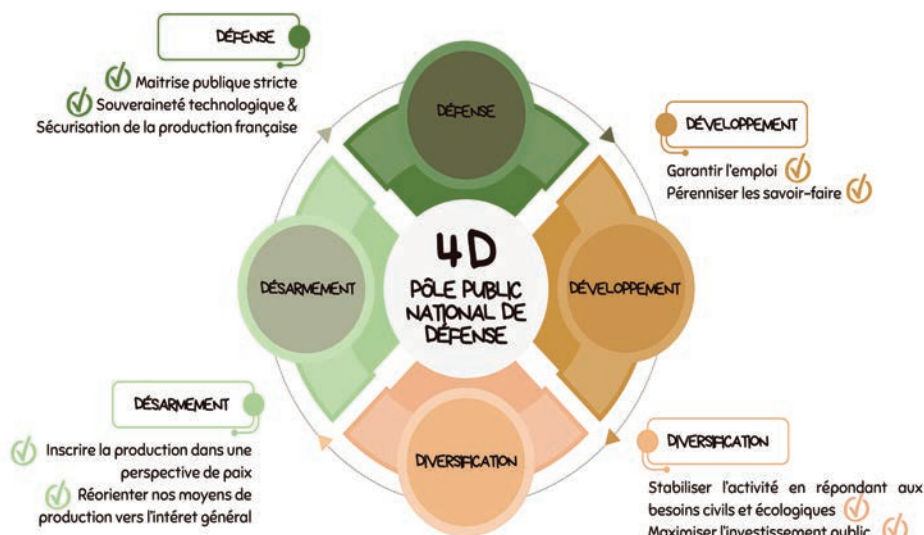
Le PPND et les 4D sont en opposition frontale au type de société qui découlerait de « l'économie de guerre ».

En éliminant les gaspillages de la concurrence privée et en utilisant l'outil public pour mutualiser les coûts, nous rendons la défense moins chère et plus efficace puisque l'argent est mieux dépensé.

Le désarmement doit dégager une marge de manœuvre. En réduisant les budgets militaires, en sécurisant les emplois par la diversification, on est à même de rediriger les fonds vers les services publics.

Le PPND et les 4D sont bien plus qu'un plan industriel. Ils s'inscrivent dans la logique du projet de société porté par le programme du CNR. Lier Défense et progrès social, c'est assurer la sécurité du territoire et des populations, mais aussi la sécurité sociale, la sécurité de l'emploi et la sécurité environnementale.

**"Moins de budget pour la guerre, c'est plus de budget pour la vie."**



# Quelle politique de défense en matière européenne ?

**Plutôt que de « défense européenne », nous préférons parler d'un « espace de sécurité collective en Europe, sur la base des défenses nationales articulées dans une Europe indépendante des Etats-Unis ».**

Conformément aux décisions confédérales de la CGT, sortir de l'OTAN est une nécessité pour faire émerger une Europe pleinement indépendante des USA sur le plan politique et militaire, pour s'opposer à la domination américaine et ses décisions

unilatérales dans la gouvernance mondiale, imprimer une conception du monde fondée sur le progrès social, le co-développement et la paix. Si l'Europe veut exister et se faire entendre sur la scène internationale, elle ne peut le faire qu'en s'appuyant sur ses diversités nationales, en les mettant en valeur plutôt qu'en les sacrifiant, en s'appuyant sur la richesse que représentent les peuples des pays qui la composent plutôt que de les mettre en concurrence et de les sacrifier au nom de

la rentabilité.

Ouvrir le débat est une nécessité car la CGT doit être porteuse de l'exigence d'une organisation européenne de sécurité collective, fondée tout à la fois sur la prévention des crises, la résolution politique et multilatérale des conflits, le respect du droit international et des résolutions de l'ONU. C'est cela qui nous fera avancer sur le chemin de la paix et du désarmement dans une Europe débarrassée de la logique des blocs et des dogmes du libéralisme.

## Pour aller plus loin - Conseils lecture



### On leur vend des armes... et le pire c'est qu'ils s'en servent

A travers cette BD, un collectif de scénaristes et dessinateurs plonge au cœur du business opaque et lucratif des ventes d'armes qui bénéficie aux marchands de canons. Un commerce florissant, mais derrière les cocoricos se cache une autre réalité, bien moins avouable...

### Silence, on arme !

Depuis plus de cinquante ans, faisant fi de ses engagements au profit de ses intérêts économiques, le « pays des droits de l'homme » arme des régimes qui les bafouent ouvertement. Contrats lucratifs signés avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis ou encore l'Égypte, absence de contrôle parlementaire, soutien financier à l'industrie de l'armement... : l'historique accablant dressé par Aymeric Elluin et Sébastien Fontenelle montre comment les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont hissé la France en haut de ce classement mortifère. Un business aussi florissant qu'il est opaque.



### Agir pour la paix

A travers cet ouvrage de la collection Repères historiques de l'IHS CGT, Gilbert Garrel propose une approche globale des positionnements du mouvement ouvrier et particulièrement de la CGT sur la question de la paix qui a parfois fait l'objet de controverse dans l'histoire du syndicalisme. Comment la CGT a réussi à concilier ses aspirations à la paix, à la solidarité internationale et son rapport à la nation ? Si les militants sont pour la paix, sont-ils pour n'importe quelle paix ? Toutes les guerres sont-elles injustes ? Quelle place pour la paix dans l'activité syndicale ?



# Votre organisation syndicale nous fait confiance, **pourquoi pas vous ?**

La Macif vous propose des solutions pour vous  
et votre famille : auto, habitation, santé, crédit...

Et aussi des solutions adaptées au monde  
de l'entreprise et des associations.

→ Pour plus d'informations : [macif.fr](https://www.macif.fr)



La Macif,  
c'est **vous.**

Un crédit vous engage et doit être remboursé. Vérifiez vos  
capacités de remboursement avant de vous engager.



Les contrats santé distribués par la Macif sont assurés par une mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité et adhérente à la Mutualité Française.

Les crédits à la consommation distribués par la MACIF sont des produits **SOCRAM BANQUE**, Société anonyme. Capital 70 000 000 €. RCS NIORT 682 014 865. Siège social : 2 rue du 24 février CS90000 79092 NIORT cedex 9. Mandataire d'assurance n° ORIAS 08044968 ([www.orienta.fr](https://www.orienta.fr)).

**MACIF** - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort. Mandataire exclusif en opérations de banque et en services de paiement pour le compte de Socram Banque. N° Orias 13005670 ([www.orienta.fr](https://www.orienta.fr))